

Interview de Charles-Ferdinand Nothomb: les liens de la démocratie chrétienne occidentale avec ses homologues des dictatures européennes (Sanem, 9 juillet 2002)

Source: Interview de Charles-Ferdinand Nothomb / CHARLES-FERDINAND NOTHOMB, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 09.07.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:14:09, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_ferdinand_nothomb_les_liens_de_la_democratie_chretienne_occidentale_avec_ses_homologues_des_dictatures_europeennes_sanem_9_juillet_2002-fr-a982e13b-285c-4d20-b373-b8351f822527.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Charles-Ferdinand Nothomb: les liens de la démocratie chrétienne occidentale avec ses homologues des dictatures européennes (Sanem, 9 juillet 2002)

[Étienne Deschamps] Pendant la période de la dictature, les partis démocrates-chrétiens d'Europe occidentale entretenaient-ils des contacts officiels ou réguliers avec leurs homologues espagnols ou portugais. Si oui, quels souvenirs en conservez-vous ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Le problème des partis démocrates-chrétiens européens avec les pays non-démocratiques d'Europe ? J'ai dit un mot tout à l'heure des pays européens non-membres du Conseil de l'Europe. Il y avait effectivement des délégations, mais je dirais que d'instinct, nous étions à la fois très anticommunistes et pas désireux de faire de l'anti-communisme primaire. Il y avait un dialogue parfois pénible entre nous avec des délégations qui venaient se plaindre de tout ce dont elles étaient victimes et qui voulaient des condamnations pures et simples et nous qui disions : « oui, il faut maintenir ça, mais enfin il faut essayer de raison garder ». Ça c'est un souvenir sur les quinze ans, on pourra en reparler avec le rôle des partis démocrates-chrétiens vis-à-vis des pays de l'Est dans un instant. Vous m'avez posé la question de l'Espagne et du Portugal, je peux vous répondre avec netteté pour l'Espagne puisque je me rappelle des noms. Pour l'Union européenne des démocrates-chrétiens, il y avait une section espagnole. La section espagnole était composée de trois groupes, un qui était l'ancien parti démocrate-chrétien qui avait soutenu la République dont le leader était Gil Robles, le père de celui qui a présidé le Parlement européen ces dernières années et qui préside maintenant le Mouvement européen dont je suis un lieutenant. Mais donc, le « vieux » Gil Robles, l'appelons-nous, qui avait été ministre de la République maintenant le flambeau de « Oui, il y a des forces politiques de tendance démocrate-chrétienne à Madrid ». Il y avait alors le Parti national basque et l'Union démocratique de la Catalogne, qui étaient, eux aussi, dans le camp anti-franquiste depuis la guerre civile. Nous avons rencontré ces trois groupes ensemble sous le nom d' « Equipe espagnole des démocrates-chrétiens ». Nous avions là une information régulière de telle manière, je peux le dire, que quand l'Espagne s'est démocratisée et qu'on a préparé les premières élections, nous avons ouvert à Bruxelles – le PSC a ouvert –, un bureau pour les démocrates-chrétiens espagnols qui allaient faire campagne, notamment pour toucher les Espagnols de Belgique qui étaient une minorité importante. Le responsable était Ruiz Jimenez qui était un professeur éminent, sympathique, intelligent, nuancé, mais qui a subi une défaite électorale terrible parce que, peut-être, il était trop intelligent, trop élitiste etc. Après, ces partis, notamment le parti démocrate-chrétien a fait fusion et est devenu le Parti populaire, avec un autre groupe. Je viens d'aller récemment au Pays basque et j'ai demandé : « tiens, qu'est-ce que ça devient ? », on m'a dit : « nous avons expulsé de l'union du PPE le parti nationaliste basque, qui dirige en Pays basque pour le moment ». Mais le Parti populaire de Monsieur Aznar a dit : « non, il n'y a qu'une Espagne, c'est nous et donc les autres ne peuvent pas figurer dans une équipe ». Quand j'ai été voir récemment celui qui représentait le Parti démocratique de Catalogne, j'ai revu l'histoire de cette Union démocratique de Catalogne. Monsieur Canelas qui était leur représentant, qui était le seul député démocrate-chrétien dans cette catastrophe élu par la Catalogne dans la première élection et qui est maintenant le médiateur de la Catalogne – position éminente de sage en Catalogne –. Le rôle dans la définition des équilibres institutionnels en Espagne, notamment dans la relation Espagne-Catalogne, cette Union démocratique a eu un rôle-clé au moment de la charnière, mais ils n'ont pas eu le support populaire qui a été aux forces régionales catalanes plutôt qu'au Parti démocrate-chrétien qui avait représenté la Catalogne pendant tout un temps et qui avait fait l'équilibre avec l'État espagnol. Souvent je me disais – comme quoi on interprète mal l'Histoire – : « ça n'en finira jamais en Espagne ». Nous faisons ça et nous faisons un peu, à la fois par sympathie, un peu par politesse et un peu il faut faire quelque-chose. Nous n'avons pas la conviction que ça allait se terminer et donc ceux qui ont entretenu l'espoir ont eu raison. C'est la même chose avec les pays de l'Est. On peut dire dans les partis démocrates-chrétiens, quand nous sommes arrivés, Wilfried Martens et moi, à la tête du CVP et du PSC, s'est posée rapidement la question d'invitations que nous recevions pour aller dans les pays de l'Est. Les partis socialistes belges y allaient d'une manière que nous jugions outrecoûdante, irresponsable dans la mesure où ils allaient s'afficher avec des dirigeants communistes, ils allaient passer leur vacances dans des datchas. Enfin, il y avait fraternisation. Nous nous sommes posé pendant des années la question : « est-ce qu'il faut aller voir ce qui se passe ? Est-ce qu'il faut rencontrer des gens ? » et notre première visite a été en Pologne. Après la révolution de Gomulka, on avait un peu démocratisé la grande assemblée, la Diète, en laissant deux groupes catholiques y rentrer, « Znak » et « Pacs », qui avaient des positions différentes. On a dit : « on doit aller les voir », mais pour aller les voir il fallait être invité et donc on a accepté l'invitation de

l'Union démocratique ou l'Union nationale – ce sont ces espèces d'organismes typiques des régimes communistes qui se prétendaient pas soviétiques mais République populaire – ou l'Union des partis. Il y avait au Parlement polonais à la fois le Parti Communiste, le Parti Paysan, le Parti Démocratique – qui était censé être les libéraux –, je ne sais pas si il y avait les petits propriétaires, mais enfin, il y avait des partis sous la direction du Parti Communiste. Il y avait là deux petits groupes, « Znak » et « Pacs », et donc nous avons été les voir et nous avons été encouragé notamment par ces contacts en Pologne. Ils ont dit : «merveilleux que vous veniez, vous nous donnez un peu de lumière et vis à vis des communistes, ils savent que vous savez et que vous nous connaissez. Donc venez ». Nous avons alors été, à l'invitation de ces organes, l'Union Nationale Démocratique dans un pays, l'Union des Forces Politiques dans l'autre – pas du Parti Communiste, jamais – faire des visites de partis. Anecdote : évidemment, lors des visites de partis d'Europe occidentale dans les républiques populaires, tout à coup, on est aspiré par sa propre importance puisque, ici, nous sommes des auxiliaires de la démocratie parlementaire et dans la hiérarchie on vient derrière les ministres et président de l'Assemblée. Là évidemment, être président de parti, c'est être quelqu'un de tout puissant et – je ne crois pas que ça a joué sur notre position – évidemment, ça nous donnait une position de rencontrer n'importe qui dans ces pays-là. Il faut quand même garder les proportions ! La Belgique c'est un pays de dix millions d'habitants, les Francophones ce n'en est que moins de la moitié, les Sociaux-Chrétiens c'est moins d'un tiers de cette moitié, mais on était reçu comme si nous étions le Roi de Perse ou le Tsar de Russie. A chaque fois on se posait la question : «est-ce qu'on peut aller ? Qu'est ce qu'on fait ? Que vont dire les autres? ». Nous avons eu des rencontres très intéressantes, y compris avec des dirigeants communistes qui nous donnaient l'impression de la sincérité dans les critiques qu'ils faisaient. Evidemment, beaucoup des conversations tournaient à l'anti-soviétique, à l'anti-russe mais pas à l'anti-communisme – mais au communisme à notre mode –. Nous avons noué beaucoup de contacts et je pense que c'était bon, mais je reconnais qu'après 89 – j'étais alors président de la Chambre –, quand nous avons reçu les dirigeants des nouveaux partis qui s'étaient fait par la démocratie, un certain nombre nous ont dit : «vous êtes venus parader à Prague ou à Bucarest, moi j'étais en prison » et ça faisait mal. Je leur ai dit, je leur ai expliqué pourquoi nous le faisons, mais enfin ce n'est pas clair. Cette démarche avait manifestement des effets négatifs. J'ai ainsi rencontré un jour Monsieur Ceausescu et le lendemain en première page du grand journal communiste de Bucarest, il y avait ma photo avec Ceausescu et la légende disant: «Les démocrates-chrétiens belges apportent leur soutien ... ». Et bien j'aurais dû dire qu'il n'y a pas de photo ! Cela a eu comme effet que quand j'étais président de la Chambre en Belgique, donc après 89, quand un dirigeant communiste roumain est venu rendre visite au Parlement belge, j'ai refusé les télévisions et les caméras disant: « je ne veux pas que ce type montre qu'il est bien reçu par le président de la Chambre belge ». Enfin ce n'est pas la même chose et ça n'a pas le même effet. On a entretenu là des relations avec les partis installés, y compris en Allemagne de l'Est, avec la CDU d'Allemagne de l'Est, qui nous expliquait: «vous savez, grâce à nous, on construit encore des églises ici. Il y a cette petite liberté-là et on a garanti cela » et c'était difficile de savoir. Enfin je pense que dans toutes ces périodes dictatoriales il y a des attitudes. Il y a ceux qui essayent de limiter les dégâts et de collaborer et il y a ceux qui collaborent sans vergogne et il y a ceux qui s'enferment dans leur mutisme ou font des actes de résistance héroïque. C'est très difficile de juger de l'extérieur les uns et les autres. Donc moi, je n'ai jamais fait cela. Les souvenirs les plus importants sont ceux de Pologne et d'Espagne qui sont dans le fond les deux grands pays catholiques à l'Est et au Sud. Quand il y a eu les événements en Roumanie en 89 – je m'en rappelle très bien, ça c'est passé fin décembre si je me rappelle –. Au début janvier, l'Assemblée Nationale française avait envoyé, je pense que c'était Laurent Fabius, qui avait été à Bucarest le premier. Indignation à la Chambre belge: «Comment ? Ils sont allés avant nous, on part ». Alors nous sommes allés en visite à Bucarest avec un avion militaire belge. Nous sommes arrivés, il n'y avait encore rien. On a découvert le Parti Paysan qui était le grand parti avec tous ces vieux messieurs qui avaient été en prison depuis 1940 et donc qui y avaient passé 30 ans – mon Dieu, comme ils ont été courageux et persévérants – et puis une profusion de partis parce que n'importe qui s'inscrit dans les partis quand il y a des élections en vue. Il y avait je crois quatre partis écologistes. Mais c'est un très beau souvenir pour moi parce que nous avions une délégation pluraliste du Parlement belge. Je me rappelle, il y avait un député écolo – je ne me rappelle plus lequel –, il y avait Nelly Maes de la Volksunie et tous les partis politiques roumains, je crois qu'il y en avait vingt et un, roumains, ont défilé devant nous, voulaient nous voir en collectif. Je me rappelle les écologistes belges, voyant quatre partis écologistes, ne sachant pas lequel était le bon ou ceux qui leur correspondaient et donc répondant prudemment. Et surtout je me rappelle de Nelly Maes qui avait été la passionaria de la Volksunie, expliquant le système démocratique belge avec ferveur et je me suis dit: «rien que pour ça, ça vaut le déplacement en

Roumanie ». D'ailleurs, ces vieux partis qui ont gardé un lien et qui ressortent avec toute légitimité, il fallait avoir du courage et de la persévérance et peut-être aurions nous pu faire plus pour eux, mais nous ne savions pas non plus et nous n'avions pas les moyens en face d'Etats dictatoriaux.